

Francophonie

Ainsi votre pays abrite-t-il souvent de prestigieuses rencontres internationales. Il a été, voici quelques années, l'hôte du Sommet des pays francophones. Chacun connaît la part éminente prise par le Sénégal dans l'essor de la Francophonie, qui représente pour des millions d'hommes des cinq continents non seulement une langue commune mais un espace commun de valeurs que nous sommes tous fiers de partager.

C'est donc, Monsieur le Président, non seulement le chef d'Etat d'un grand pays ami que je tiens à honorer aujourd'hui, mais aussi l'homme de dialogue, soucieux de paix, de progrès et d'entente, attaché comme nous aux valeurs démocratiques et à la solidarité.

Au nom de la vieille et profonde amitié entre nos deux nations, je vous souhaite plein succès pour votre visite en France.

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs,

Je lève mon verre à l'avenir et à la prospérité du peuple sénégalais ainsi qu'à la santé et au bonheur du Président Abdou Diouf et de sa délégation.

Vive l'amitié franco-sénégalaise.

PARIS, 11 AVRIL 1994

Bosnie - Déclaration à la presse du ministre des Affaires étrangères, M. Alain Juppé à l'issue de son entretien avec M. Yasushi Akashi, représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies pour l'ex-Yougoslavie

Bosnie - Gorazde - OTAN - frappes aériennes

Je viens de m'entretenir avec M. Akashi, représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies pour l'ex-Yougoslavie. Nous avons déjà beaucoup apprécié le travail de M. Akashi au Cambodge où il a eu la responsabilité d'une opération des Nations unies qui a bien réussi et nous souhaitons avoir avec lui des relations de confiance s'agissant de l'ex-Yougoslavie, ce qui bien entendu est le cas.

J'ai d'abord pris note avec satisfaction du fait que les procédures d'intervention de la force aérienne, lorsque cette intervention est requise, ont été sensiblement améliorées, puisqu'à Gorazde, les délais d'intervention ont été brefs. Ceci satisfait pleinement la demande formulée par M. Balladur lors des incidents de Bihac, qui a donc été suivie d'effets. Nous pensons également en France que le cadre général fourni par le plan d'action de l'Union européenne reste la seule solution d'ensemble actuellement disponible et nous pensons que c'est dans ce cadre-là qu'il faut se resituer le plus vite possible.

Nous sommes enfin, et je l'ai confirmé à M. Akashi, tout à fait prêts à accroître nos efforts pour la reconstruction des villes de Bosnie, particulièrement Sarajevo où, j'espère pouvoir me rendre dans les prochaines se-

maines pour concrétiser l'effort civil de la France à la reconstruction de la ville, de même qu'à Mostar où l'Union européenne est très engagée et prépare sa propre intervention de reconstruction.

Q - Le président bosniaque a estimé que l'action d'hier avait été très limitée et trop tardive ; êtes-vous d'accord avec cette analyse ?

R - Je pense que l'intervention a été faite à la demande du commandement de la FORPRONU dans des délais satisfaisants et qu'elle a permis de marquer un coup d'arrêt. Autant je suis favorable à l'utilisation de la force chaque fois que c'est nécessaire - et c'était nécessaire dans ce cas précis - autant j'insiste sur le fait qu'il nous faut maintenant reprendre un processus politique. Il faut négocier un cessez-le-feu général entre les Serbes et le gouvernement bosniaque pour stabiliser la situation.

Q - Quel a été le délai d'attente entre la demande d'intervention et l'intervention elle-même ?

R - Vingt-cinq minutes.

Q - Les Russes ont demandé une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU...

R - Tout ce qui s'est passé s'est déroulé dans le cadre des dispositions existantes et je ne vois pas pour ma part la nécessité de décisions du Conseil de sécurité ; une information certes, mais il n'y a pas matière à de nouvelles décisions.

PARIS, 11 AVRIL 1994

Interview du ministre des Affaires étrangères, M. Alain Juppé, à la radio Africa Nr 1

France - Afrique - visites officielles

Q - Beaucoup d'Africains vous reprochent de ne pas vous être suffisamment déplacé en Afrique pour toucher du doigt les réalités économiques et sociales du continent ? Que pensez-vous de ces accusations ?

R - J'accepte le reproche et j'espère que ce sont des accusations amicales... Je me repose beaucoup c'est vrai sur l'action de M. Roussin, qui est chargé de la Coopération. Il est exact que la diplomatie de la France en Afrique relève de mon département ministériel. J'ai bien l'intention de rattraper rapidement cette lacune. Et le Président Diouf, par exemple, vient de m'inviter à aller au Sénégal. J'espère pouvoir répondre à cette invitation dans les tout prochains mois, en tout cas cette année.

Dévaluation du franc CFA

Q - Quelle est votre appréciation de la dévaluation du franc CFA ? Pensez-vous que c'est une chance pour l'Afrique de s'en sortir ou, au contraire comme le disent certains que c'est un coup de poignard dans le dos ?

R - Dire que c'est un coup de poignard dans le dos de l'Afrique, c'est ne rien comprendre à la situation économique de l'Afrique. Cela ne pouvait pas durer comme

cela. Les pays de la zone franc étaient dans la récession économique, avec une monnaie manifestement surévaluée qu'ils traitaient comme un boulet. Il fallait donc le faire, ils ont eu le courage de le faire. C'est vrai que c'est une décision risquée, mais je crois pouvoir dire que les trois premiers mois se sont passés avec le minimum d'inconvénients.

C'est vrai que la France s'est fortement mobilisée ; elle a fait un effort considérable à la fois pour rééquilibrer ou annuler certaines dettes et, en même temps, pour renforcer son aide budgétaire. Nous avons aussi mobilisé les grandes institutions financières internationales, le FMI et la Banque, qui ont respecté les engagements qui avaient été pris. Un certain nombre de pays, comme le Japon d'où je reviens, ont également fait un effort important. Vous voyez que c'est le contraire de l'abandon de l'Afrique. Au contraire, c'est une chance. Rien n'est encore réussi définitivement ; les six prochains mois vont être cruciaux. Il faut que les mesures d'ajustement qui ont été annoncées soient exécutées et, à ce moment-là, je pense que l'économie africaine pourra repartir d'un meilleur pied.

Il y a déjà des premiers signes dans certains secteurs de production.

Soutien aux processus de démocratisation en Afrique

Q - Beaucoup d'observateurs avertis critiquent la politique à deux vitesses de la France, qui consiste d'un côté à encourager certains pays qui s'ouvrent à la démocratie à améliorer leur processus de démocratisation, leur économie et, d'un autre côté, à fermer les yeux sur certaines exactions qui sont commises dans certains pays que l'on qualifie d'amis de la France...

R - Ce reproche est injuste. La France a un discours et une action tout à fait clairs. Elle estime que l'Afrique doit progresser vers la démocratie. Certes, le modèle français n'est pas forcément applicable partout immédiatement. Il faut que chacun aille à son rythme, en restant fidèle à son génie propre. Mais il faut que les Droits de l'homme et l'Etat de droit soient respectés de mieux en mieux en Afrique et c'est ce que nous disons à tous nos interlocuteurs. Certains exemples récents ont montré que des progrès étaient possibles ; les élections en Centrafrique, par exemple, se sont déroulées convenablement. Au Togo, nous espérons que les conséquences des élections législatives vont être tirées le plus vite possible par la nomination de la nouvelle Assemblée nationale. Bref, vous voyez que le mouvement est en marche, avec des réussites inégales ici ou là, mais la direction est claire.

Rwanda

Q - Dernière question, la situation qui prévaut à l'heure actuelle au Rwanda et au Burundi inquiète énormément les Africains. Beaucoup d'observateurs avertis pensent que les dernières mesures prises par la France constituent un désengagement dans cette zone. Ne craignez-vous pas justement que ces mesures ne laissent le champ libre aux adversaires de la démocratie ?

R - Il faut bien s'entendre. La situation au Rwanda est une tragédie qui nous touche profondément. La

France a fait des efforts considérables depuis des mois et des mois pour faciliter le retour à la stabilité dans le cadre des accords d'Arusha. Nous avons pris tout ce que nous pouvions faire, nous avons pris toutes les mesures destinées à protéger nos ressortissants. Mais, là encore, excusez-moi d'une certaine franchise ; le rôle de la France n'est pas de rétablir l'ordre par ses soldats sur l'ensemble du continent africain. Nous ne pouvons pas nous substituer à la responsabilité des acteurs africains eux-mêmes. Nous les appelons aujourd'hui à se ressaisir pour revenir à la logique des accords d'Arusha et retrouver les voies d'une logique nationale.

Cela peut paraître un peu paradoxal alors que les combats font rage un peu partout, mais c'est cela notre rôle, plutôt que de nous transformer à nouveau en une puissance interventionniste qui envierait ses soldats partout. Ce n'est pas le rôle de la France.

France - Cameroun - Nigeria - péninsule de Bakassi

Q - Pourtant, en ce qui concerne la presqu'île de Bakassi, la France a fait un geste en direction du Cameroun que le Nigeria n'a pas du tout apprécié...

R - Ne soyons pas ridicules. Pour rétablir l'ordre au Rwanda, il faudrait y envoyer des centaines d'hommes. Dans la presqu'île de Bakassi, il y a eu quelques observateurs français qui n'ont eu en aucune manière d'action militaire. Au contraire, au Cameroun, nous avons essayé de jouer les médiateurs politiques, en essayant de rapprocher le point de vue du Nigeria et du Cameroun ou de faciliter une médiation internationale. Je ne vois là aucune espèce de contradiction, bien au contraire.

PARIS 11 AVRIL 1994

Interview du ministre des Affaires étrangères, M. Alain Juppé, à Europe 1

Q - Bonjour, vous êtes l'homme-clef de trois dossiers dont on n'a pas cessé de parler ces dernières heures : le voyage d'Edouard Balladur en Chine, dont vous revenez, les frappes aériennes de l'OTAN à Gorazde et le chaos qui s'installe au Rwanda sur fond de guerre tribale... Alors ce matin, j'aimerais que vous nous expliquiez le dessous des cartes, sans langue de bois de préférence.

France - Chine - Droits de l'homme - démocratie

Commençons d'abord par le voyage en Chine. A lire la presse, ce matin, ce n'est pas un grand succès, c'est même un fiasco. Vous êtes tout de même content de vous ?

R - Nos objectifs ont été atteints. Quels étaient nos objectifs ? Ce n'était pas, à l'occasion d'un voyage de trois jours, de rétablir ou d'établir la démocratie en Chine. Ce n'était pas non plus de signer des contrats comme je l'ai lu ici ou là. C'était tout simplement de renouer le dialogue politique avec la Chine.

Quand nous sommes arrivés il y a un an, quelle était